

LES RELATIONS AU SEIN DU COMMONWEALTH

LE KENYA—LES PROTESTATIONS CONTRE LA POLITIQUE RACISTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre. Le gouvernement a-t-il présenté des instances ou demandé des renseignements au gouvernement du Kenya, directement ou par l'entremise du secrétariat du Commonwealth, quant à la politique prétendument raciste suivie par le gouvernement de ce pays à l'égard de ses habitants du Commonwealth d'origine asiatique?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Pour autant que je sache, non, monsieur l'Orateur.

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'APPLICATION AU CANADA DES NORMES ANTIPOLLUTION RELATIVES AUX AUTOMOBILES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heward Graffey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, comme les hauts fonctionnaires ont maintenant terminé les études pertinentes, je demanderais au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, vu que Washington a imposé des normes antipollution aux fabricants de véhicules automobiles pour 1968, pourquoi Ottawa n'a pas appliqué des normes semblables pour la sécurité des Canadiens?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question, sous cette forme, est litigieuse.

M. Graffey: Puis-je reprendre la question, monsieur l'Orateur. (*Exclamations*) (*Jeu de mots intraduisible sur «re-fuse».*)

Le très hon. M. Pearson: Reprendre (refuse) est bien le mot.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Posez une mèche plus longue.

M. Graffey: Puis-je reprendre ma question au ministre. Le ministre sait-il que les véhicules conformes aux normes antipollution, maintenant exigées par la loi aux États-Unis, sont maintenant offerts aux citoyens canadiens moyennant un montant supplémentaire?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je remercie mon ami de me renseigner, mais j'étais déjà au courant.

M. Graffey: Je le sais, et je pose maintenant une question supplémentaire au ministre [L'hon. M. Pepin.]

des Transports. Comme cette situation prouve clairement que les Canadiens ne peuvent dépendre de la législation américaine pour être protégés, le ministre des Transports s'occupera-t-il sans délai d'exiger que les véhicules automobiles soient conformes aux normes de sécurité pour protéger les Canadiens?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député fait une instance qui n'a certainement pas échappé au ministre.

M. Graffey: Je n'ai pas entendu votre décision, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: J'ai dit au député qu'il faisait une instance qui n'a probablement pas échappé au ministre.

M. Graffey: Monsieur l'Orateur, j'assure au ministre qu'il ne s'agit pas d'une instance. Je lui demande sans équivoque d'agir, par souci de justice.

LES RELATIONS FÉDÉRALES- PROVINCIALES

LES INITIATIVES CONCERNANT LES DROITS MINIERS DU PLATEAU CONTINENTAL

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Il y a quelques mois, après l'arrêt rendu par la Cour suprême au sujet des droits de la Colombie-Britannique sur le plateau continental, on a demandé ici au premier ministre ce que le gouvernement comptait faire. On a répondu à cette époque que la question était à l'étude. Est-il maintenant en mesure de nous dire quelles sont les intentions du gouvernement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Pas pour l'instant, monsieur l'Orateur, mais très prochainement, j'espère.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, dois-je en conclure que l'étude en question n'est pas encore terminée, bien que la société de la couronne ait déjà acheté à la DOSCO les droits sur les richesses minérales?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'ORDRE DU JOUR AVANT L'AJOURNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question, qui s'adresse au premier ministre ou au leader du